★★★

الامتحان الوطني الموحد للبكالوريا

الدورة العادية 2016

- الموضوع -

NS 52

المملكة المغربية
وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني
ⵜⴰⴳⵍⴷⵉⵜ ⵏ ⵍⵎⵖⵔⵉⴱ
ⵜⴰⵎⴰⵡⴰⵙⵜ ⵏ ⵓⵙⴳⵎⵉ ⴰⵏⴰⵎⵓⵔ
ⴰ ⵙⵓⵙⵎⵉⵔ ⴰⵣⵣⴰⵍ

المركز الوطني للتقويم والامتحانات والتوجيه

المادة	الاقتصاد العام والإحصاء	مدة الإنجاز	3
الشعبة أو المسلك	شعبة علوم الاقتصاد والتدبير مسلك العلوم الاقتصادية	المعامل	6

Les pages 6, 7 et 8 sont à rendre obligatoirement avec la copie
L'utilisation de la machine à calculer non programmable est autorisée
Pour les calculs, retenez deux chiffres après la virgule
Evitez les ratures et les surcharges, mentionnez le numéro du dossier puis celui de la question
0,5 point de la note sur 20 est réservé à la présentation de la copie

DOSSIER 1 : MARCHES, DYSFONCTIONNEMENTS ET POLITIQUES CONJONCTURELLES

DOCUMENT 1 : Le secteur avicole menacé par la surproduction

Au Maroc, en 2014, le secteur avicole (viande de volaille et œufs) a connu une baisse de son chiffre d'affaires, passant de près de 30 milliards de DH en 2013 à 28 milliards de DH en 2014. Pourtant, le secteur a connu une forte augmentation de la production en 2014 par rapport à 2013 soit 9% pour la viande de poulet et 11% pour les œufs de consommation. Cette surproduction a créé un déséquilibre entre une offre abondante et une demande insuffisante, entraînant la chute des prix de vente du poulet et des œufs respectivement de 7 % et 16 %.

La consommation annuelle de viande de volaille par individu est passée de 2,3 kg dans les années soixante dix à près de 17 kg en 2014.Toutefois, elle demeure faible par rapport à d'autres pays comme la France (23 kg/personne), l'Arabie saoudite (40,7 kg/personne) ou l'Espagne (27 kg/personne). Pour ce qui est des œufs, la consommation annuelle par habitant au Maroc est passée de 70 œufs en 1995 à 168 œufs en 2014.

Source : www.telquel.ma du 24/02/2015 (texte adapté)

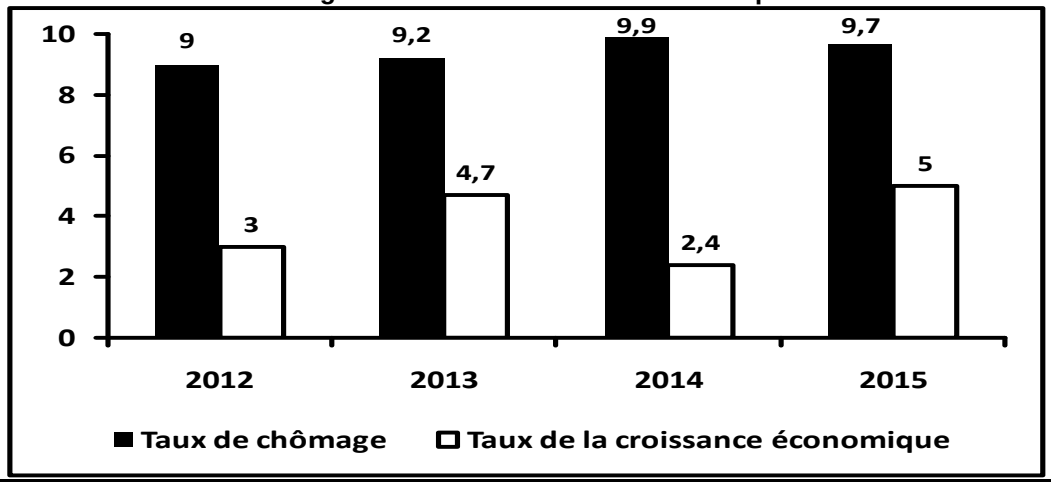
DOCUMENT 2 : Chômage au Maroc, faible corrélation avec la croissance économique

La croissance est souvent donnée comme le seul moteur pour la création d'emplois, cela n'est pas toujours valable, surtout pour le Maroc. Même si le pays a enregistré des taux de croissance acceptables, la création d'emplois ne suit pas. Ainsi, durant les cinq dernières années, la création d'emplois a sensiblement diminué par rapport à la décennie (2000-2010) et ce, malgré le lancement d'un certain nombre de plans sectoriels dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture et du tourisme.

En effet, durant l'année 2015, le marché du travail n'a créé que 41 000 emplois nets. Avec un taux de croissance économique en 2015 plus important que celui de 2014, le taux de chômage n'a que légèrement baissé, la conversion de création de richesse en emplois reste très faible.

En conséquence, pour une population active de 11, 8 millions de personnes en 2015, un taux de chômage de 9,7% contre 9,9% en 2014 ne peut que susciter l'inquiétude des jeunes de moins de 25 ans et des diplômés qui souffrent des taux de chômage quasi stables et très élevés, soient respectivement, **20,8%** et 17,3%. Donc, faire baisser le chômage est encore loin des objectifs tracés.

Taux de chômage et taux de croissance économique au Maroc



Sources : www.challenge.ma du 18/02/2015 et www.leconomiste.com du 29/01/2016 (texte adapté)

DOCUMENT 3 : La désinflation et la compétitivité de l'économie marocaine

(…) La politique monétaire et la compensation sont deux facteurs qui ont participé à assurer la désinflation voir même la stabilité des prix au Maroc au cours des dix dernières années. Sauf que cette situation, n'a pas été d'un grand secours à la compétitivité. L'inflation a été contenue, en moyenne, sous le seuil de 2% entre 2005 et 2015. La seule année où l'inflation a marqué un saut significatif à 3,9% a été l'année 2008. Mais cela s'explique simplement par le renchérissement des produits pétroliers et des matières premières agricoles.
En gros, au cours de la période 2005-2015, la politique monétaire cherchait à maintenir l'inflation à son niveau le plus bas pour assurer l'objectif de stabilité des prix. Cependant, **Les entreprises exportatrices marocaines n'ont pas profité pleinement de cette politique de désinflation**, car cette période a été marquée ponctuellement par des augmentations du SMIG et une hausse des prix des matières premières.

Taux d'inflation au Maroc

Années	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Taux d'inflation	0,9	0,9	1,3	1,9	0,4	**1,5**

Source : L'économiste du 03/08/2015 (texte adapté)

DOCUMENT 4 : Le déficit de liquidité bancaire s'allège

Au cours du quatrième trimestre de l'année 2015, les trésoreries bancaires ont poursuivi leur amélioration entamée depuis le deuxième trimestre. En effet, le déficit de liquidité des banques s'est allégé, en relation avec la poursuite de l'impact expansif sur la liquidité induit, particulièrement, par les opérations en devises. Dans ce contexte, le volume des interventions de Bank Al-Maghrib (BAM), notamment à travers les avances à 7 jours sur appels d'offre, a diminué pour s'établir en moyenne à 9,4 milliards de DH par semaine au quatrième trimestre 2015 contre 21,9 milliards de DH au deuxième trimestre de la même année. Il est à noter que lors de son conseil du 22 décembre 2015, BAM a décidé de maintenir inchangé le taux directeur à 2,5%, tenant compte d'une prévision d'inflation en ligne avec l'objectif de stabilité des prix et des incertitudes qui entourent les perspectives économiques au niveau national mais également à l'échelle internationale.

Données monétaires au Maroc en décembre 2015 (en millions de DH)

Eléments	Montant	Variation (en %) en décembre 2015 / décembre 2014
Agrégat M1 dont : Monnaie scripturale	705 932 513 642	
Agrégat M2	844 327	
Agrégat M3	1148 532	5,7
Réserves internationales nettes	224 614	23,5
Créances sur l'économie	905 280	1,7
Créances nettes sur l'administration centrale	147 190	2,4

Source : Note de conjoncture n°227, janvier 2016, DEPF (texte adapté)

DOCUMENT 5 : Ressources et dépenses budgétaires ordinaires proches de l'équilibre

(…) En 2015, pour la première fois depuis plusieurs années, l'intégralité des dépenses ordinaires ont été quasiment couvertes par les recettes ordinaires. Le solde ordinaire fait ressortir un léger déficit de 5 millions de DH, contre 16 milliards de DH (Mds DH) en 2014. La masse salariale, les dépenses du matériel et les services de la dette qui restent orientés toujours vers la hausse ont représenté plus de 71,8% du budget. Aussi, pour financer les dépenses d'investissement dont le montant s'est élevé à 55,5 Mds DH contre 51,6 Mds DH en 2014, l'Etat a eu recours à l'emprunt, principalement intérieur, au risque de limiter les sources de financement de l'investissement privé.
Mais, bien que les charges de compensation soient contractées de moitié pour se situer à 21 Mds DH contre 37,2 Mds DH en 2014, le déficit budgétaire a atteint 4,6% du PIB soit 46,2 Mds DH contre 48 Mds DH en 2014, les charges en intérêts se sont établies à 26,8 Mds DH.

Source : L'économiste du 22/01/2016, Trésorerie générale du royaume, décembre 2015 (texte adapté)

TRAVAIL A FAIRE :

Documents de référence	N° de question	Questions	Barème
Annexe 1	**1**	**Complétez l'annexe n°1, page n°6**.	0,50 pt
Document 1	**2**	a- **Caractérisez** le marché selon ses composantes ; (une caractéristique par composante) ; b- **Montrez** si la loi de l'offre et de la demande est vérifiée sur ce marché.	0,50 pt 0,50 pt
Document 2	**3**	a- **Lisez** la donnée en gras soulignée ; b- **Calculez** le nombre de chômeurs pour l'année 2015 ; c- **Précisez** une cause explicative du chômage élevé chez les jeunes diplômés ; d- **Expliquez** en **illustrant** le titre du document à base du graphique.	0,25 pt 0,25 pt 0,25 pt 0,50 pt
Document 3	**4**	a- **Lisez** la donnée soulignée du tableau ; b- b_1- **Définissez** la désinflation b_2- **Illustrez** sur la base du tableau la désinflation ; c- **Expliquez** : c_1- un effet attendu de la désinflation au Maroc sur le commerce extérieur marocain ; c_2- le passage en gras souligné.	0,25 pt 0,25 pt 0,25 pt 0,50 pt 0,50 pt
Document 4	**5**	a- **Complétez l'annexe n° 2**, **page n°6** ; b- **Calculez** la part en (%) de la monnaie fiduciaire dans la masse monétaire en décembre 2015; c- **Expliquez**, sur la base du tableau, l'évolution de la masse monétaire en décembre 2015 par rapport à décembre 2014 ; d- **Caractérisez** la politique monétaire de BAM au quatrième trimestre 2015 en complétant **l'annexe n° 3, page n° 6**; e- **Expliquez** l'impact éventuel de l'amélioration de la liquidité des banques sur la croissance économique au Maroc.	0,50 pt 0,25 pt 0,50 pt 0,75 pt 0,50 pt
Document 5	**6**	a- **Dégagez** en **justifiant** une limite de la politique budgétaire ; b- **Relevez** un facteur explicatif de l'amélioration du solde ordinaire en 2015 ; c- **Précisez** deux avantages éventuels de l'amélioration du solde ordinaire ; d- **Montrez** que l'augmentation des dépenses d'investissement public favorise la croissance économique.	0,25 pt 0,25 pt 0,25 pt 0,50 pt

DOSSIER 2 : AGREGATS, OUVERTURE ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

DOCUMENT 6 : Maroc, fort ralentissement de la croissance en 2016

La croissance économique au Maroc ne dépassera pas 1,3% en 2016 et la reprise serait dure en 2017 selon le HCP. La faible croissance attendue en 2016 est la conséquence directe du repli de l'activité agricole de 12,7%. Cette faible croissance est également attribuée à la modeste performance des activités non agricoles, celles-ci devraient évoluer de 2,2% seulement, car malgré les plans sectoriels et les grands projets, l'effet d'entraînement tarde à se manifester.

Comptes nationaux à prix courants en milliards de DH en 2015

Eléments	2015*
Dépense de consommation finale(DCF)	758,4
Investissement national	319,4
Variation de stocks	32,5
Solde commercial (biens et services)	-124,0
Revenu national brut disponible (RNBD)	1006,9

(*) Prévisions du HCP

Source : L'économiste, N° 4697 du 29/01/2016 et Budget économique exploratoire, HCP, 2015

DOCUMENT 7 : Extrait de la balance des paiements marocaine pour l'année 2015

Eléments	Montants en milliards de DH	
	Crédit	Débit
Biens	180,4	319,6
Services	**139,3**	77,3
Revenu primaire (Revenus)	5,1	23,5
Revenu secondaire (Transferts courants)	80,9	4,2

Source : www.oc.gov.ma, Tableau de bord des échanges extérieurs

DOCUMENT 8 : Le solde du compte courant marocain s'améliore

Après le creusement du déficit du compte courant en 2012 (- 9,5 % du PIB), la tendance est à l'amélioration. Ce creusement s'explique par deux raisons principales. Il y a d'abord le rythme plus accéléré des importations par rapport aux exportations. Ensuite, le renchérissement de la facture énergétique. Aujourd'hui, la tendance s'est inversée. La prévision de contenir le déficit du compte courant à 1,8 % du PIB en 2015 s'annonce donc réalisable dans ce contexte de baisse des cours des produits énergétiques et une augmentation des exportations des métiers mondiaux. En effet, les exportations d'automobiles sont passées de 23,4 à 48,7 milliards de DH entre 2011 et 2015.
A noter aussi la résistance des recettes du tourisme malgré un contexte international très tendu, et celles des transferts des marocains résidants à l'étranger qui dépendent largement de la conjoncture des pays d'accueil. Résultat, les réserves en devises s'envolent pour atteindre l'équivalent de près de 7 mois d'importations en 2015.
Toutefois, cette tendance s'avère incertaine. Ainsi, sur le moyen et le long terme, les conjoncturistes tablent sur une reprise des prix du pétrole au-dessus des 60 dollars le baril. Face à cette incertitude, le Maroc, trop dépendant de cette source énergétique, doit accélérer sa stratégie énergétique en s'appuyant davantage sur les énergies renouvelables. Ce qui devrait lui permettre de ne plus spéculer sur les hausses et les baisses des cours du pétrole.

Le solde du compte des transactions courantes en % du PIB et les réserves internationales nettes (en milliards de DH)

Années	2012	2013	2014 (*)	2015 (**)
Solde du compte des transactions courantes en % du PIB (xi)	- 9,5	- 7,9	- 5,6	**- 1,8**
Réserves internationales nettes en milliards de DH (yi)	145	150	181	210

(*) Estimation (**) Prévision

Source : www.leconomiste.com au 29/05/2015 (texte adapté)

Document 9 : Mondialisation et démondialisation à l'épreuve

La mondialisation économique est devenue le cadre dans lequel les décisions de politiques économiques doivent forcément s'inscrire. Car tout se mesure désormais par la compétitivité et la capacité d'un territoire à attirer les multinationales et l'épargne du monde entier.
Les uns soutiennent cette situation, prouvant les vertus d'un capitalisme concurrentiel qui pousse à l'innovation, fait sortir de la pauvreté nombre de pays en développement et amène les pays à s'entendre pour gérer des problèmes de plus en plus communs. Les autres dénoncent un pouvoir de plus en plus concentré entre les mains de grandes multinationales, une montée des inégalités et un modèle de croissance qui détruit la planète.
Cependant, d'autres voix mettent l'accent sur un nouveau constat : **la globalisation financière** recule, les multinationales paraissent moins désireuses d'internationaliser leurs activités, la Chine va se recentrer sur son marché intérieur et peut être moins courir après les exportations…
Bref, « **mondialisation et démondialisation semblent coexister** ». Après plus de cinq décennies d'internationalisation croissante, plusieurs signes semblent indiquer une tendance à la démondialisation financière. Elle concerne aussi bien les décisions des investisseurs que celles des banques.

Source : Alternatives Economiques Hors-série n° 101 - avril 2014

DOCUMENT 10 : Le sous développement en Afrique

L'Afrique déborde de ressources agricoles et minières énormes. Et pourtant, le sous développement en Afrique persiste : plus de la moitié de la population vit avec moins de 1 Dollar par jour, l'espérance de vie est moins que 50 ans contre 80 à 83 ans en Europe et le chômage est trop alarmant. Les Africains sont non seulement pauvres, mais leur continent est très endetté. En effet, la dette extérieure de l'Afrique s'est multipliée de 50 fois entre 1970 et 2002 et elle s'est aggravée entre les périodes 2002 et 2012 et n'arrête pas d'augmenter.

Le sous développement en Afrique est dû au fait que le continent continue à exporter essentiellement les matières premières, aux prix bas et fixés par les multinationales et importe des produits à forte valeur ajoutée. Et donc, plus l'Afrique exporte ses matières premières, plus elle perd de l'argent. Pour preuve, l'Afrique ne représente que 3% du commerce mondial en 2012, contre 6% en 1970. Pour rembourser sa dette, l'Afrique est obligée d'exporter ses ressources agricoles et minières quelque soient les prix fixés par les marchés mondiaux et elle se trouve en conséquence dans la pauvreté et l'endettement.

Pour sortir de ce sous développement, la solution passe par la transformation industrielle en Afrique en valorisant ses matières premières ce qui permet de multiplier la valeur ajoutée de ses exportations. Ces richesses accrues permettront à l'Afrique de financer son développement et donc de créer des emplois sur place.

Source : www.developpementafricain.com (texte adapté)

TRAVAIL A FAIRE :

Document de référence	N° de question	QUESTIONS	Barème
Document 6	**7**	a- **Relevez** deux facteurs de repli de la croissance économique prévu en 2016 ; b- **Complétez l'annexe n°4 page n°6.**	**0,25 pt** **1,00 pt**
Document 7	**8**	a- **Lisez** la donnée en gras soulignée du tableau ; b- **Complétez l'annexe n°5 page n°7.**	**0,25 pt** **1,00 pt**
Document 8	**9**	a- **Lisez** la donnée en gras soulignée du tableau ; b- **Relevez** deux facteurs explicatifs de l'amélioration du solde du compte courant du Maroc en 2015 ; c- **Dégagez** deux facteurs de fragilité qui risquent de limiter cette amélioration ; d- **Précisez** deux effets positifs éventuels de l'amélioration du solde du compte des transactions courantes. e- **Déterminez** l'équation de la droite d'ajustement linéaire y= ax+b, selon la méthode des moindres carrés (Méthode développée), sachant que : xi = Solde du compte des transactions courantes en % du PIB ; yi = Réserves internationales nettes en milliards de DH **$\sum xiyi = -3\,954,1$ $\sum xi^2 = 187,26$ et $\overline{x} = -6,2$** f- **Interprétez**, sur la base de l'équation, la relation entre le solde du compte des transactions courantes et les réserves internationales nettes.	**0,25 pt** **0,25 pt** **0,50 pt** **0,25 pt** **1,00 pt** **0,25 pt**
Document 9	**10**	a- **Définissez** l'expression en gras soulignée ; b- **Relevez** un avantage et un inconvénient de la mondialisation ; c- **Illustrez** par deux passages du document l'expression en gras entre guillemets ;	**0,25 pt** **0,25 pt** **0,50 pt**
Document 10	**11**	**Complétez l'annexe n °6, page n°7.**	**1,25 pt**
Annexe n°7	**12**	**Choisissez** la proposition juste en complétant **l'annexe n°7, page n°8.**	**0,50 pt**
Dossier 2	**13**	**Question de synthèse : (sur la base du dossier 2 et connaissances acquises)** Dans une conjoncture économique nationale et internationale difficile, le Maroc a réussi à améliorer le solde du compte des transactions courantes. Après avoir présenté les facteurs et les effets de cette amélioration, montrez que cette performance reste fragile. **Votre synthèse doit respecter la forme usuelle :** **Introduction, développement et conclusion**	**3,50 pts**

ANNEXES à remplir et à rendre obligatoirement aves la copie

Annexe n°1 : Répondez par vrai ou faux :

Propositions	Vrai	Faux
La transparence sur le marché désigne l'absence de barrières à l'entrée au Marché		
Le marché monétaire est un marché de capitaux à long terme		
le certificat de dépôt est un titre émis par les entreprises		
Keynes explique le chômage par la hausse du coût de travail		
L'inflation sous jacente exclue du calcul les prix des produits subventionnés et volatiles		
Pour les monétaristes, l'inflation est d'origine monétaire		

Annexe n°2 : Complétez l'annexe en utilisant les expressions suivantes : **la quantité de monnaie en circulation - comptes à vue créditeurs - pièces, des billets - créances sur l'économie - la stabilité des prix - expansive**

La masse monétaire est principalement constituée des……. et des ……..... La politique monétaire est d'abord utilisée en vue d'assurer ……..…… La lutte contre l'inflation se fait en contrôlant …… par la maîtrise, principalement, de l'évolution des ……..
De même, une politique monétaire……. vise à relancer la croissance économique par l'injection de la liquidité dans l'économie.

Annexe n°3 :

Une action de politique monétaire	Un objectif intermédiaire	Un objectif final

Annexe n°4:

Agrégats	Formule	Calcul	Résultat	Lecture
Demande intérieure en 2015				
PIB en 2015				

Annexe n°5:

Indicateur	Formule	Calcul	Résultat	Lecture
le solde commercial				
le solde des transactions courantes				

Annexe n°6 :

Indicateurs de sous développement	Indicateur économique :
	Indicateur non économique :
Théorie explicative de sous-développement	Théorie :
	Auteur :
Stratégie de développement industrielle	Stratégie :
	Un avantage :
	Une limite :

Annexe n°7 : Pour les propositions suivantes, **Cochez** la bonne réponse **:**

Propositions
A- L'OMC est une organisation mondiale qui a pour objectif : ○ D'assurer la stabilité financière au niveau mondial ; ○ De libéraliser le commerce mondial ; ○ D'accorder des crédits de développement aux pays pauvres ; ○ De développer le protectionnisme.
B- Une zone de libre échange est un groupement de pays qui : ○ Elimine les droits de douane entre les pays de ce groupement ; ○ Unifie le tarif douanier extérieur à l'égard des pays partenaires mais étrangers au groupement ; ○ Libéralise, entre les pays membres du groupement, la circulation des capitaux ; ○ Unifie les politiques économiques des pays membres du groupement.
C- Les recettes de voyage d'un pays au niveau de la balance des paiements sont inscrites en tant que : ○ Revenu secondaire reçu ; ○ Revenu primaire reçu ; ○ Service exporté ; ○ Bien exporté.
D- Le taux d'ouverture permet de mesurer le poids : ○ Des exportations des biens et services par rapport à la richesse créée par l'économie ; ○ Des échanges commerciaux par rapport au RNBD ; ○ De la moyenne des exportations et des importations, en biens et services, par rapport à la richesse créée l'économie ; ○ Des échanges extérieurs en biens et services par rapport à la richesse créée par l'économie.